



**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL**  
**DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE**

L'an deux mille quinze, le vingt-deux mai à dix-huit heures, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville de Saint-Dizier, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE en suite de la convocation faite le 15 mai 2015.

**Présents :**

- M. CORNUT-GENTILLE, Président  
- M. LAURENT, M. FEUILLET, M. GARET, M. SIMON, Mme GARCIA, M. BOSSOIS, M. MATHIEU, M. RIMBERT, M. CADET  
- M. AUBRIOT, Mme AUBRY, M. BANCELIN, M. BAUDOT, M. BERTRAND, Mme BETTING, M. BONNEAUD, M. BRUSA-PASQUE, M. CHEVANCE, Mme CLAUSSE, Mme COLLET, Mme DECHANT, M. DELMOTTE, Mme DELORME, M. DERVOGNE, Mme DORKEL, Mme DUHALDE, M. GAILLARD, Mme GALICHER, M. GARNIER, M. GUILLAUMOT, M. HOWARD, M. HURSON, M. KIHM, Mme LANDREA, Mme MACQUART, M. MARIN, M. MENAUCOURT, M. MOITE, Mme MORAGNY, M. NOISETTE, Mme PATIN, M. PEIGNE, Mme PIQUET, M. PRIGNOT, M. RAIMBAULT, M. RAMBERT, M. RAULET, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RONFARD, Mme SALEUR, Mme SAMOUR, M. TIRAND, M. TURCATO, M. UTKALA, M. VALTON

**Excusés :** M. GOUVERNEUR, Mme KREBS, M. NOVAC, Mme AYADI, M. BONNEMAINS, M. BONTEMPS, M. BOUZON, M. BUAT, M. CARON, M. CHARPENTIER, M. DROIN, M. GUILLEMIN, M. KAHLAL, M. OUALI, Mme PINCEMAILLE, M. SCHILLER, M. THIERRY, Mme TRAZET

**Ont donné procuration :**

Mme KREBS à M. CORNUT-GENTILLE  
M. NOVAC à M. PEIGNE  
M. BONNEMAINS à Mme BETTING  
M. BUAT à Mme TURC  
M. CARON à M. KIHM

M. DROIN à M. COUVREUX  
M. KAHLAL à Mme CLAUSSE  
M. SCHILLER à M. GARNIER  
M. THIERRY à M. CADET  
Mme TRAZET à M. MATHIEU

**Secrétaire de séance :** Mme DORKEL

---

**N° 43-05-2015**

**STRATEGIE INTERCOMMUNALE ET INTERDEPARTEMENTALE DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE (SISPD) – ADOPTION**

**Rapporteur :** M. SIMON

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit la compétence relative aux dispositifs locaux d'intérêt communautaire de prévention de la délinquance

Sur ce périmètre pré-existent 2 C.L.S.P.D. (Saint-Dizier et Wassy) et une stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (STSPD) signée en 2011 à Saint-Dizier.

L'originalité de ce bassin de vie est qu'il s'étend sur deux départements. Il convient donc d'associer les deux préfectures, deux parquets, deux Conseils départementaux deux directions académiques, la Police Nationale, deux compagnies de Gendarmerie Nationale et plusieurs communautés de brigades de Gendarmerie Nationale

L'article L132-13 du code de la sécurité intérieure prévoit la création d'un C.I.S.P.D. dans les EPCI qui exercent la compétence relative aux dispositifs locaux de prévention de la délinquance.

Le décret du 23 juillet 2007 détermine le mode de fonctionnement et la composition des CLSPD et CISP.D.

La circulaire du 13 octobre 2008 rappelle alors la pratique : ce sont le préfet, le procureur de la République et le président du Conseil général où se situe le siège de la communauté d'agglomération qui siègent au sein du CISP.D. interdépartemental.

Le Conseil Communautaire du 26 juin 2014, a décidé à l'unanimité de la création d'un CISP.D. dont la mise en œuvre pratique est définie au sein d'une SISP.D. La Stratégie Intercommunale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance est le cadre qui permet de mobiliser l'ensemble des partenaires signataires et de structurer leur action commune. Elle a été rédigée par les services de l'Agglomération et amendée par les partenaires signataires.

La Stratégie se décline en objectifs pour les 3 prochaines années, ils sont spécifiques au territoire mais se doivent d'être en rapport avec la stratégie nationale de prévention de la délinquance et les plans départementaux de prévention de la délinquance de la Marne et de la Haute Marne :

- 1<sup>er</sup> objectif stratégique : Mieux identifier, et ceci le plus en amont possible, les mineurs et jeunes majeurs les plus exposés à la délinquance, et notamment les primo-délinquants, puis les accompagner et les suivre individuellement dans la durée
- 2<sup>ème</sup> objectif stratégique : Mieux repérer les atteintes aux personnes, les violences intrafamiliales et améliorer leur prise en charge en mettant en réseau l'ensemble des institutions et services concernés
- 3<sup>ème</sup> objectif stratégique : Face à une délinquance d'appropriation en milieu urbain comme en milieu rural, « cibler » les territoires « prioritaires » et y déployer les moyens humains et les moyens techniques en les mettant en « réseau »
- 4<sup>ème</sup> objectif stratégique : Conforter la réponse judiciaire, souvent la plus attendue, pour ne pas laisser s'installer, après le sentiment d'insécurité, le sentiment d'impunité

La stratégie définit un plan d'actions qui est la déclinaison des 4 objectifs stratégiques et comprend :

- Une quinzaine d'actions transversales qui concerneront l'ensemble des 39 communes de l'Agglomération
- Un trentaine d'actions spécifiques pour le plan d'actions de Saint-Dizier et des 3 communes associées et 7 actions concernant la ZSP du Vert Bois

➤ Une dizaine d'actions spécifiques pour le plan d'actions de la Ville de Wassy

La stratégie s'appuie sur plusieurs outils (groupes de travail, 2 Conseils des Droits et Devoirs de la Famille et une Maison de justice et de droit) :

- un groupe de travail adossé au conseil restreint du CISPD pour les 34 communes qui traitera les dossiers transversaux et les dossiers propres aux 34 communes
- Saint-Dizier et les 3 communes associés conservent :
  - 3 groupes de travail thématiques réunis au quadrimestre :  
« éducation-prévention-citoyenneté » : 1<sup>er</sup> programme national  
« sanction-réparation, aide aux victimes et violences intrafamiliales » : 2<sup>ème</sup> programme national  
« dissuasion et prévention situationnelle » : 3<sup>ème</sup> programme nationale
  - 1 groupe dédié au suivi des situations individuelles réuni chaque 6 semaines
- La commune de Wassy conserve :
  - 2 groupes thématiques réunis au semestre  
« prévention-éducation-citoyenneté » : 1<sup>er</sup> programme national  
« dissuasion-prévention situationnelle et lien au judiciaire » : 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> programmes nationaux
  - 1 groupe dédié au suivi des situations individuelles réuni au trimestre

Les deux groupes de suivi des situations individuelles de Saint-Dizier et de Wassy pourront entendre des dossiers présentés par les maires des autres communes. Chacun des 34 maires pourra dès lors saisir l'un ou l'autre de ces groupes de travail (groupe de Saint-Dizier pour les communes Marnaises et les communes de la COB de Saint-Dizier et groupe de Wassy pour les communes de la COB de Wassy)

Les Conseils des Droits et Devoirs des Familles ont été créés par la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance. Ils permettent d'entendre une famille, de rappeler le cadre légal de l'autorité parentale (droits et devoirs), de définir avec la famille ou l'individu (mineur et jeunes majeurs) un protocole d'engagement réciproque et de désigner un référent de suivi.

Chacune des communes de la Communauté d'Agglomération pourra utiliser l'un ou l'autre des CDDF de Saint Dizier ou de Wassy à partir de délibérations concordantes des conseils municipaux.

Les Maisons de Justice et du Droit ont pour mission l'information du citoyen, la médiation pénale et l'aide aux victimes. Placée sous l'autorité du parquet elles apportent des réponses alternatives à la petite et moyenne délinquance. Les permanences professionnelles et associatives (avocat, huissiers, aide aux victimes etc...) seront organisées à Saint-Dizier seront ouvertes gratuitement à l'ensemble des habitants de l'agglomération.

**Resteront de la compétence des communes :**

- L'ensemble des actions ou dispositifs relevant du pouvoir de police des maires qui n'est pas délégué au Président du C.I.S.P.D.
- Les actions relatives au patrimoine communal
- Les procédures de rappel à l'ordre
- La saisine et la présidence du Conseil des Droits et Devoirs des Familles
- L'exécution des arrêtés municipaux et arrêtés « couvre-feu » pour les mineurs
- L'information due à la population

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter la Stratégie Intercommunale et Interdépartementale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (SIISPD) (Document consultable au service Politique de la Ville)

Le Conseil Communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions à l'**UNANIMITE.**

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation  
Le Directeur Général des Services  
Pierre-François GITTON